



## Le 3 avril 2007, faisons condamner Alcatel-Lucent en public !

Le conflit social entamé depuis bientôt 2 mois entre dans une nouvelle phase. Après les manifestations locales, nationales et Européennes, vient le temps des **actions ciblées** et de la concrétisation de cette mobilisation sans précédent.

La Direction du Groupe misait sur une démobilisation et joue le **pourrissement**. Mais même les investisseurs doutent de la stratégie de fusion : le cours de bourse s'effondre. Plus le temps passe plus le plan de la Direction devient obsolète. Elle ne va plus tenir très longtemps !

Le Comité de Groupe Européen soutenu par l'Intersyndicale a assigné en justice la Direction d'Alcatel-Lucent. L'audience et les **plaidoiries auront lieu le mardi 3 avril** à 14h00 au Tribunal de Grande Instance de Paris. Nous appelons les salariés de la région parisienne à se montrer et à soutenir nos représentants et notre avocat devant le Palais de Justice.

**Faire condamner Alcatel-Lucent en justice** en le faisant savoir publiquement, c'est s'offrir une tribune médiatique considérable. C'est surtout fracturer encore plus la Direction qui doute déjà d'elle-même et de son option du « tout délocalisation ».

Après le succès de la manifestation européenne du 15 mars à Paris, les actions du 22 mars sur les sites, la manifestation populaire à Lannion le samedi 24 mars, **soyons présents à ce rendez vous utile et concret !**

**Pique-nique animé au palais de justice**  
le mardi 3 avril 2007  
**Avec la presse !**

**Départ en bus à 11h15**  
Retour à 14h30

# **La mobilisation reste une clé pour nos avancées !**

Depuis l'annonce du plan de suppression d'emplois, la mobilisation est de l'avis de tous les observateurs d'une ampleur inattendue. Bon nombre de salariés participent aux actions et la hiérarchie est loin de montrer son accord avec la Direction du Groupe quant à sa stratégie !

Certes, la Direction n'est toujours pas revenue sur ses propos initiaux. Mais nous avons obtenu des résultats concrets :

- Sensibiliser le monde politique et les élus sur le problème d'Alcatel-Lucent.
- Créer un groupe de travail piloté par le ministère de l'industrie sur l'avenir des télécommunications en France. Cela traduit une prise de conscience par les pouvoirs publics du problème des délocalisations et de la politique industrielle dans ce secteur.
- la Direction doit s'expliquer devant des élus locaux (Bretagne, Ile de France) et elle peine à rendre crédible sa communication sur son implication dans les pôles de compétitivité

Chaque fois que les médias parlent d'une mobilisation à Alcatel-Lucent, c'est une nouvelle épine enfoncée dans les pieds de la Direction et elle commence à perdre son sang-froid. Ainsi, dans un article de presse, M. Giroux croit devoir démentir l'absence de dialogue social au sein de l'entreprise qu'il dirige. Il pense même pouvoir déstabiliser l'Intersyndicale en prétendant qu'il y aurait « des rassemblements officieux entre syndicats et Direction ». Ce n'est pas avec de tels procédés qu'il renouera ce dialogue qu'il prétend souhaiter. La balle est pourtant dans son camp, pour le rendre possible.

## **Action en justice pour le droit à l'information-consultation du Comité Européen**

Certains d'entre nous s'impatientent et souhaiteraient sans doute que des discussions s'engagent entre les syndicats et la Direction. Dès le départ, l'intersyndicale avait prévenu : le conflit devait s'inscrire dans la durée. Il est probable que pour appuyer les revendications des salariés, il faudra entrer dans un rapport de force plus musclé avec la Direction.

Mais pour l'instant, le calendrier est conditionné par le référé engagé par les élus du comité de groupe européen. Selon la teneur du jugement, une nouvelle réunion de cette instance pourrait avoir lieu, retardant éventuellement le déclenchement des procédures nationales et donc du Comité Central d'Entreprise en France.

Des analystes financiers commencent eux aussi à trouver le temps long, ils pensent que la fusion a créé de la « confusion interne » et que cette confusion prend plus de temps à se dissiper que ne l'avait anticipé la Direction du Groupe. D'ailleurs des responsables importants ont « quitté » le Groupe ce qui à nos yeux est aussi un signe de malaise en haut lieu ! Sans parler d'autres rumeurs ! Le temps ne joue pas en faveur de la direction qui a toujours communiqué sur des restructurations rapides. Si la direction veut redonner confiance à ses clients et ses actionnaires, il faut qu'elle commence par écouter ses salariés.